



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

RAPPORT SUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 24 AVRIL 2005 AU TOGO

INTRODUCTION

Élection à enjeux multiples pour les acteurs nationaux, sous régionaux et internationaux, la Présidentielle togolaise du 24 Avril 2005 porte manifestement toutes les marques d'un tournant historique dans la trajectoire démocratique du Togo.

Pour la CEDEAO dont l'action sur le terrain a été tellement négative qu'elle porte les risques réels d'une grave crise institutionnelle. On a assisté à un précédent dangereux en matière d'observation d'élections par une institution sous régionale dont l'impartialité est apparue très problématique. L'impact de cette observation pour les futures missions du même genre de la CEDEAO sera sans doute incalculable.

La Commission de l'Union Africaine, gardienne des valeurs inscrites dans l'Acte Constitutif et dans le Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs, doit sortir de sa réserve pour s'investir concrètement dans la grave crise Togolaise.

Mais aussi pour la France dont le long et fidèle compagnonnage avec le Général Eyadema et son régime n'a pas pris une ride, en dépit de la réprobation par l'opinion africaine et internationale des pratiques répressives et des graves violations des droits humains du régime togolais.

Mais, également pour l'ensemble de la Communauté Internationale qui observe avec beaucoup d'intérêt si les africains sont réellement capables de trouver des solutions aux maux qui les assaillent. Le Togo après la Côte d'Ivoire est un véritable banc d'essai pour tester une nouvelle fois la capacité des africains à gérer leurs crises. D'où la nécessité d'examiner le jeu des intérêts qui mettent en mouvement des acteurs locaux et internationaux pour mieux cerner les contours de la crise togolaise et des réactions qu'elles suscitent.

Le contexte global du déroulement de l'élection présidentielle

Depuis la mort brusque du Général Eyadema et le coup d'Etat militaire qui a porté Faure Gnassingbé au pouvoir le 05 février 2005, la situation politique du Togo a connu une dégradation rapide et continue. La démission de ce dernier à la suite d'une forte pression africaine et internationale n'a aucunement fait baissé les tensions et les affrontements entre l'opposition et le pouvoir. C'est le lieu de saluer les réactions de la CEDEAO et de l'Union Africaine qui ont fait la fierté de tous les africains à ce moment là.

Les tensions suscitées par cette crise ont fait 27 morts et des dizaines de blessés entre le 05 février et le 17 avril 2005 parmi les populations civiles togolaises car parfois l'armée togolaise tire sur les manifestants avec des balles réelles.

Dans ce contexte, la problématique du changement de régime au Togo était devenue une question d'intérêt majeur pour tous : d'abord parce que c'est l'objet d'une quête par l'opposition togolaise depuis presque 38 ans, en second lieu, pour l'Afrique de l'Ouest où les conflits et les crises n'ont cessé de menacer la sécurité humaine. Enfin pour la Communauté Internationale soucieuse de la promotion de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance et des Droits de l'Homme.

Les élections togolaises dans tous les cas s'annonçaient comme un risque et une menace pour la sécurité du Togo et de la sous région du fait de la précipitation de son

organisation, de l'impréparation et de l'improvisation qui ont prévalu tout au long du processus. La seule priorité pour le gouvernement togolais comme pour la CEDEAO c'est d'abord de palier au vide du pouvoir.

Les enjeux de l'implication de la CEDEAO au Togo

Commençons d'abord par reconnaître les mérites de la CEDEAO qui a pris des positions courageuses dénonçant le Coup d'Etat et contraignant Gnassingbé Faure à la démission. L'Organisation sous régionale a également pris des risques énormes en s'impliquant sur un terrain glissant au Togo où il existe une crise à la fois institutionnelle, politique, morale mais surtout économique et sociale, un des aspects de l'impact de la mal gouvernance, mais aussi de 15 ans d'embargo.

C'est dans ce contexte, qu'une mission dirigée par le Président en exercice de la CEDEAO, M. Mamadou TANDIAN en compagnie du Président Malien, M. Amadou Toumani TOURE, a permis la signature le 28 février 2005 d'un accord politique entre le Gouvernement et l'opposition sur les principaux points de divergence concernant l'organisation de l'élection présidentielle. Un Représentant Spécial a été nommé par la suite en la personne de M. Mai Manga BOUKAR qui sera assisté de trois experts en matière électorale.

Ce mécanisme de médiation et de surveillance de l'accord politique n'a nullement empêché les tensions de monter, la fracture entre opposition et pouvoir de s'approfondir laissant de moins en moins de place au dialogue, pire la violence s'est installée progressivement. Petit à petit tous les ingrédients d'une guerre civile larvée se constituent : surenchère verbale, polémique, manifestations quotidiennes rumeurs, affrontements et surtout circulation des armes.

Les relations entre la Coalition des partis d'opposition et la CEDEAO, de polémique s'étaient muées en une irréductible hostilité (refus du candidat Bob Akitani de se rendre à Niamey à la veille du scrutin pour se concerter avec les autres candidats suite à l'invitation du Président TANDIAN).

Il faut reconnaître que les différents communiqués de presse produits par les services de communication de la CEDEAO tout au long du processus électoral ont donné la nette impression qu'elle prenait de plus en plus partie pour le candidat du RPT, Faure Gnassingbé. Ainsi :

- ❑ du communiqué relatif à l'opposition de la CEDEAO à tout report de l'élection présidentielle exigée par la coalition des partis de l'opposition où le communiqué a invoqué l'existence de 3500 000 électeurs inscrits, alors que ce chiffre fourni par l'administration togolaise sur la base d'irrégularités massive de la révision des listes n'a pas été l'objet d'une vérification rigoureuse ;
- ❑ du communiqué fustigeant la démission du Ministre de l'Intérieur, François Esso BOKO le traitant d'irresponsable ;
- ❑ et enfin du communiqué reconnaissant que le scrutin correspondait aux normes universelles d'une élection transparente, démocratique et régulière après avoir énuméré beaucoup d'irrégularités qui auraient dû appeler à plus de réserve.

Au Togo, le premier enjeu concerne la réforme du secteur de sécurité et principalement de l'Armée et de la Police qui constituent le noyau dur du régime. Institutions formatées pour assurer la reproduction et la survie du système. Ces structures qui sont les mieux

organisées du pays se sont merveilleusement acquittées de cette tâche au regard des résultats obtenus.

Les graves atteintes aux droits humains de l'Armée comme de la police ne font pas l'objet de poursuites judiciaires, ce constitue l'impunité comme un des cancers du Togo.

Face à ces équations on a dû se poser la question de savoir si une alternance politique, pacifique et démocratique était possible sans une sérieuse réforme du secteur de sécurité au Togo. Au terme d'une analyse de l'action de la CEDEAO, la réponse s'énonce d'elle-même.

Pour certains pays frontaliers au Togo apparaissent des problèmes d'ordre géostratégique et sécuritaire : des pays comme le Burkina Faso, le Niger et le Mali qui dépendaient des ports ivoiriens d'Abidjan et de San Pedro pour leur approvisionnement, le port de Lomé devient une véritable et vitale voie de salut. Il faut ajouter à tout cela, la crainte réelle d'un effet domino qu'aurait un conflit togolais sur la stabilité et la sécurité de ces pays et des pays comme le Ghana et le Bénin où près de 21.000 togolais ont trouvé refuge suite aux violences post électorales.

Enfin il faut ajouter à cela des considérations plus égoïstes qui tiennent aux relations fraternelles existant entre le Général Eyadema reconnu pour sa générosité envers ses amis et certains de ses pairs africains. Mais aussi certains chefs d'Etats africains qui caressent le rêve secret de voir leurs fils leur succéder au pouvoir ne manque évidemment pas de profiter de cette situation et de suivre avec intérêt l'évolution du test togolais.

Toutes ces raisons permettent d'expliquer en partie l'existence d'un « consensus tacite » entre les chefs d'Etat de la CEDEAO pour considérer Faure Gnassingbé comme le candidat le plus "rassurant", celui qui constitue "le moindre risque" pour la stabilité de la sous région. Ces raisons expliquent la « compréhension » et la relative prudence diplomatique de la Communauté Internationale. Avait – on besoin de se précipiter pour organiser des élections qui manifestement constituaient de vrais risques et de vrais menaces pour la sécurité du Togo et de la sous région ?

L'UNION AFRICAINE

Elle n'a pas levé les sanctions et n'a pas envoyé d'observateurs sur le terrain. Cela traduit l'existence d'une différence d'appréciation très nette par rapport à la vision de la CEDEAO sur le Togo. Il est évident que l'attitude de la CEDEAO au Togo est totalement contraire aux textes de l'organisation sous régionale, mais surtout à l'Acte constitutif de l'Union Africaine. L'Union Africaine doit rester sur ses positions mais le temps est venu pour elle de s'impliquer de façon plus effective car elle jouit de l'autorité, de la crédibilité et du soutien de l'opinion africaine. Pour elle le chemin est balisé pour une mission de facilitation d'un dialogue national au Togo.

LA FRANCE

Les relations entre le Général Eyadema et les Présidents Français, à commencer par le Général De Gaulle traduisent jusqu'à la caricature ce que la Françafrique comporte de plus négatif, de plus malsain et de plus incompréhensible pour l'opinion africaine. Ce qui fonde la France comme République et qui en fait une référence à la fois historique et

universelle, c'est parce que c'est le pays fondateur de l'universalité des droits de l'Homme, l'opinion africaine ne peut comprendre le soutien fidèle et aveugle à une dictature reconnue par ses capacités extraordinaires de corruption et de répression.

Inutile de s'interroger sur le camp de la France au Togo : en tout cas, ce n'était pas le camp de la neutralité et de l'impartialité conférant l'autorité et l'efficacité nécessaires pour se lancer dans une médiation pour aider un pays ami engagé dans la négociation d'un tournant historique et décisif de son destin national. Le camp de la France a été connu dès la mort du Général Eyadema, l'ami personnel de Jacques Chirac, c'est bien entendu celui du RPT et de son candidat. Beaucoup d'observateurs pensent que la France a sérieusement influencé la position de la CEDEAO sur le Togo.

Après la crise aiguë des relations entre la France et la Côte d'Ivoire, la position de la France au Togo risque de constituer la goutte d'eau qui va déclencher une véritable vague anti française en Afrique. La France doit totalement reconsidérer la vision de **son intérêt national** en Afrique. Il faut absolument que cette vision et sa mise en œuvre soient en adéquation avec ce qui constitue le socle et le ciment des valeurs qui fondent la République Française. Pense t-on un seul instant le peuple français sans réaction si Jacques Chirac s'avisait par des manœuvres douteuses à se faire succéder par sa fille ?

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

Pour la première fois, l'OIF après une mission de prospection au Togo, s'est abstenue d'envoyer des observateurs pour l'élection présidentielle du 24 avril 2005, après avoir levé, du bout des lèvres, les sanctions prises contre le Togo à la suite du Coup d'Etat militaire du 05 février 2005.

L'UNION EUROPÉENNE

Contrairement à son habitude, l'Union Européenne a sorti le grand jeu diplomatique avec la CEDEAO, pour ne pas dire le jeu du grand écart : l'Union Européenne qui avait commencé des consultations salutaires sur 22 points entre l'opposition et le pouvoir pour changer les textes et les organes dans un sens plus démocratique et plus respectueux des droits humains a choisi finalement de soutenir la CEDEAO en finançant l'observation de l'élection présidentielle du 24 avril 2005, alors qu'on savait pertinemment qu'il était impossible d'organiser des élections transparentes et démocratiques en 60 jours dans l'état actuel des textes et des organes de régulation des élections au Togo.

La note du Représentant de l'UE sur le caractère massif des irrégularités et sur le nombre élevé des électeurs fictifs et tout particulièrement la réaction embarrassée de la Commission Européenne en disent long sur le dilemme de l'UE au Togo.

L'Union Européenne doit continuer la mission salutaire qu'elle a commencée au Togo, elle est devenue plus difficile certes, mais elle doit absolument être poursuivie.

L'ALLEMAGNE

Ancienne puissance coloniale au Togo, il est intéressant de noter que sa position est aux antipodes de celle de la France, à tel point que le gouvernement togolais et les partisans de Faure Gnassingbé l'ont accusée de soutenir la Coalition de l'opposition. Ce qui explique d'ailleurs les raisons pour lesquelles le Goethe Institut a été incendié. Toujours est – il que concernant le Togo, on est en droit de se demander comment se fait il que

ces deux géants de l'Union Européenne que sont la France et l'Allemagne n'aient pas pu accorder leurs violons concernant la crise togolaise.

Ces contradictions des deux géants européens, pour ne pas parler de leur **compétition** ne sont pas sans impact sur l'exacerbation des tensions au Togo, car consciemment ou non, ils reproduisent la polarisation Nord/Sud, Pouvoir/Opposition qui empoisonne la situation politique togolaise depuis l'indépendance.

LES ETATS-UNIS

Les Etats Unis sont pratiquement sur la même position que l'Union Européenne, estimant que le processus est faussé depuis le départ : la révision des listes et la distribution des cartes d'électeurs comportent des irrégularités massives mais également qu'on ne pouvait organiser des élections en un temps aussi court avec les limites de certaines dispositions de la Constitution et du Code électoral. S'ils n'ont pas envoyé d'observateurs c'est qu'ils estimaient que le processus électoral était loin d'être fiable.

Enfin, il faut noter la présence du NDI qui a contribué à la formation d'un Collectif d'ONG, d'OSC et d'organisations syndicales pour l'observation de l'élection présidentielle. Faute d'accréditation ces ONG n'ont pu participer à l'observation du scrutin mais ils ont produit quand même un excellent document sur la phase préélectorale. Enfin les Etats-Unis qui reconnaissent que l'élection est irrégulière, recommandent tout de même un gouvernement d'Union pour faciliter la sortie de crise au Togo.

LES NATIONS UNIES

Comme la plupart des autres membres de la Communauté Internationale, les Nations Unies ont préféré ne pas envoyer d'observateurs parce que les délais de préparation d'une élection transparente et crédible n'existaient pas. En 60 jours, il était très difficile d'organiser l'élection présidentielle avec un fichier qui date de 2003, de faire la révision des listes et des cartes d'électeurs à partir de cette base de données douteuse, du reste. Par prudence l'ONU aussi a préféré se mettre derrière la CEDEAO. Par la suite l'ONU a sorti un communiqué très diplomatique pour saluer la mobilisation du peuple togolais le jour du scrutin.

Tout ce qui précède donne la mesure des enjeux de l'élection présidentielle togolaise et de la lourde responsabilité de la CEDEAO qui s'y est engagée avec une légèreté déconcertante.

C'est dans ce contexte qu'il faut placer les deux missions de la Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (**RADDHO**) pour l'observation de l'élection présidentielle du Togo.

- ❑ La première est une mission d'évaluation du processus électoral qui s'est déroulée du 12 au 16 avril 2005 en compagnie d'une délégation du Forum des Organisations de la Société Civile Ouest Africain (FOSCAO) ;
- ❑ la deuxième mission s'est déroulée du 16 au 28 avril 2005 dans le cadre d'une mission d'observation sous l'égide de la CEDEAO.

I. MISSION PRÉ – ÉLECTORALE AVEC LA FOSCAO

RENCONTRE AVEC LES ACTEURS DU PROCESSUS ÉLECTORAL ET LES INSTITUTIONS DIPLOMATIQUES

La délégation a rencontré les Organisations de la Société Civile, l'Union Européenne, l'Ambassadeur des Etats Unis, la CENI, le Représentant Spécial de la CEDEAO, Mai Manga Boukar, le Représentant résident du PNUD et la Coalition des Partis d'opposition (**ADDI, CAR, CDPA, PSR, UDS-Togo, UFC**) qui soutient la candidature de Emmanuel Bob Akitani, le RPT.

Ces rencontres ont permis de discuter très largement des questions majeures, des menaces et des risques qui pèsent sur l'organisation de l'élection présidentielle du 24 avril 2005. Enfin elles ont permis de faire les constats suivants :

- ❑ des irrégularités massives dans la révision des listes et la distribution des cartes d'électeurs. Ces éléments du contentieux pré - électoral se manifestaient aux yeux de tous les observateurs comme constituant de sérieuses sources de tensions post électorales. En effet on a recensé 3500 000 électeurs sur 5000 000 habitants ce qui pose un sérieux doute sur la crédibilité du recensement. L'autre problème est que ce, contentieux ne pouvait être vidé devant la justice qu'après l'affichage des listes électorales, or, même le jour du scrutin, les listes n'étaient pas affichées. D'où l'impossibilité matérielle pour la coalition de saisir la justice pour vider ce contentieux pré électoral ;
- ❑ Les partis politiques Togolais étaient organisés pour soutenir quatre (4) candidats à l'élection présidentielle :
 - Faure Gnassingbé soutenu par le RPT, le parti au pouvoir ;
 - Emmanuel Bob Akitani soutenu par la Coalition des partis d'opposition ;
 - Harry Olympio soutenu par le RSDD ;
 - Nicolas Lawson soutenu par le PRR.
- ❑ un sérieux problème d'équité sur les moyens financiers et logistiques s'est posé entre les différentes formations politiques. Autant le candidat du RPT Faure Gnassingbé disposait de gros moyens logistiques avec ses caravanes de voitures, ses cars et ses gigantesques affiches qui inondent la Capitale. Autant l'opposition brillait par la faiblesse de ses moyens logistiques, financiers et organisationnels qu'elle dissimulait mal par des manifestations revendicatives pour le report et les campagnes dans la rue ;
- ❑ les organisations de la Société civile (OSC) et les organisations religieuses sont nombreuses, actives et dynamiques mais n'échappent pas à la forte polarisation entre Nord et Sud, Pouvoir et Opposition pour avoir la distance critique nécessaire permettant de jouer les arbitres politiques. Trente huit (38) ans de dictature expliquent sans doute en partie cette fracture de la société togolaise entre ceux qui sont pour Eyadema et ceux qui sont contre. Qu'on soit partisan ou non, trait caractéristique des sociétés fortement polarisées où l'on n'admet pas de situation intermédiaire entre le noir et le blanc, le Diable ou le bon Dieu le **gu n'existe plus** ;
- ❑ La société civile est faible au plan structurel, financier et organique. Au lendemain du coup d'état un collectif des organisations de la société civile et des syndicats a été créé et a bénéficié d'une formation du NDI pour l'observation de l'élection présidentielle. Malheureusement elle n'a pas pu le faire car d'après le Code électoral OSC nationales n'ont pas le droit d'observer l'élection présidentielle ;

- ❑ des manifestations quotidiennes de la Coalition de l'opposition demandant le report de la date de l'élection sont souvent réprimées sans ménagement par les forces de sécurité qui n'hésitent pas à faire usage de balles réelles. C'est ainsi qu'on a pu dénombré plus de 20 morts et des dizaines de blessés depuis le début de ces manifestations. En effet dans les deux camps (Pouvoir et Opposition) il était banal de voir des manifestants armés de gourdins cloutés ou de machettes ;

À l'approche de l'élection, des rumeurs persistantes sur les divisions au sein de l'Armée et un soulèvement post électoral de militants de l'opposition et même d'une partie de l'armée, les coupures de téléphones et d'Internet ont vivement fait monter la tension et la panique qui ont donné l'impression d'une guerre civile imminente.

Pire certaines disposition de la Constitution notamment celles qui excluent le leader de l'Union des Forces du Changement (UFC), Gilchrist Olympio, pour raison de non résidence au Togo et certaines insuffisantes manifestes du Code électoral constituaient déjà de sérieux handicaps pour l'organisation d'élections transparentes, démocratiques et ouvertes à tous.

Quant aux médias ils étaient soumis à une sévère censure politique : c'est ainsi qu'il était interdit à la presse indépendante et privée, de couvrir la campagne électorale d'après un arrêté de la Haute Autorité de l'Audio visuel (HAAC).

La délégation de la FOACAO a également constaté les faits suivants :

- ❑ révision des listes comportant des irrégularités massives ;
- ❑ distribution fantaisiste des cartes d'électeurs ;
- ❑ délais de recours impossible à respecter pour les irrégularités constatées avant le scrutin du 24 avril 2005 par l'opposition. ;
- ❑ tensions politiques très élevées avec des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre qui ont fait plus de 27 morts et des dizaines de blessés entre le 05 février et le 17 avril 2005. Pendant cette période de tension toutes les machettes avaient disparu des marchés de Lomé ;
- ❑ la campagne électorale très déséquilibrée autant par les moyens logistiques et financiers que par la couverture médiatique (l'octroi de temps d'antenne) ;
- ❑ censure des média privés et fermeture de la Radio privée Kanal FM pour un mois.

II. MISSION D'OBSERVATION DU SCRUTIN AVEC LA CEDEAO

La CEDEAO a mobilisé cent cinquante observateurs qui viennent de délégations issues des différents pays de la sous région. Certains étaient présents à l'Hôtel du 02 Février le 15 Avril 2005.

RÉUNION AVEC LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DE LA CEDEAO, LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT, LES CANDIDATS ET LEURS REPRÉSENTANTS, LA CENI ET LE HAAC

Ces réunions ont permis aux observateurs de poser aux acteurs du processus électoral toutes les questions relatives à :

- ❑ la révision des listes électorales ;
- ❑ la distribution des cartes d'électeurs;
- ❑ le rôle de la CENI, sa composition, son mandat, ses compétences et son action durant tout le processus électoral. Les observateurs ont particulièrement insisté sur

les questions de sécurité en relation avec la tension persistante qui régnait au Togo, sur la censure de la presse indépendante, etc. ;

- au Ministre de l'Intérieur et au Ministre des Affaires Etrangères qui participaient à ces rencontres, les observateurs ont fait part de leurs préoccupations par rapport aux actions prévues le jour du scrutin par les partisans de l'opposition. Le Ministre de l'Intérieur, Monsieur François ESO BOKO n'a nullement nié les menaces de violence qui pèsent sur le scrutin. Mieux la nuit du 21 au 22 avril 2005, M. BOKO organise une conférence de presse non seulement pour confirmer les menaces de violence qui pèsent sur l'organisation de cette élection qu'il qualifie de suicidaire mais surtout pour demander le report du scrutin. Après sa déclaration, le Ministre de l'Intérieur s'est réfugié dans une Ambassade Européenne. Le Président intérimaire, M. Abass BANFOH a condamné cette déclaration, l'a démis de ses fonctions et a clairement déclaré la poursuite du processus électoral. Tout cela était assorti de propositions de sortie de crise par la création d'un gouvernement de transition. Les représentants des partis politiques notamment ceux de la Coalition de l'opposition, du RPT et le candidat Harry Olympio sont tous venus se soumettre gracieusement à l'exercice des questions réponses des observateurs de la CEDEAO ;
- la veille du scrutin, la CEDEAO a déployé ses 150 observateurs répartis dans les régions de Savanes, de Kara, de Plateau et Centrale, ceux de la région Maritime se sont déployés le jour du scrutin ;
- dès la veille du scrutin tous les observateurs étaient sur place à Lomé et dans les régions ;
- l'observation du scrutin a permis d'établir les constats suivants :
 - démarrage tardif du vote ;
 - non affichage des listes ;
 - insuffisance de bulletins de vote ;
 - Impossibilité de retrouver des noms d'électeurs inscrits sur les listes manuscrites ;
 - sécurité insuffisante ou non visible ;
 - perturbation des opérations de dépouillement.

A cette liste de la CEDEAO on peut ajouter :

- bourrage d'urnes ;
- votes multiples ;
- attaque du PC de l'Opposition et destruction de leurs ordinateurs par des hommes armés et encagoulés.

La proclamation des résultats provisoires par la CENI déclarant Faure Gnassingbé élu a créé une situation particulièrement tendue et violente :

- incendie de maisons et de véhicules ;
- barricades dressées dans les différentes rues de Lomé, à Atakpamé, Bè ;
- dérives xénophobes dont les principales victimes sont les ressortissants de l'Afrique de l'Ouest, des Français et certains Libanais. C'est ainsi que 08 ressortissants de l'Afrique de l'Ouest dont 3 nigériens ont été brûlés vifs .

Le bilan tourne autour de 50 morts et plus de 100 blessés et plus de 21 000 réfugiés au Bénin et au Ghana, Burkina Faso, Sénégal. Et par-dessus tout, une situation politique caractérisée par une véritable impasse et la rupture du dialogue entre Pouvoir et Opposition malgré le frémissement de la rencontre d'Abuja entre Gilchrist Olympio et

Gnassingbé Faure suite à l'invitation du Président Nigerian Olunsegun Obasanjo, le 25 Avril 2005.

Le 27 avril on avait une inflation de Présidents au Togo car avec l'Adresse à la nation du candidat Emmanuel Bob Akitani on venait de compter 3 Présidents au Togo, un Président intérimaire, un Président déclaré élu par la CENI et un Président autoproclamé.

PERSONNALITÉS RENCONTRÉES PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA RADDHO

1. **Rencontre avec Bob Akitani** : cette rencontre a eu lieu le jour du scrutin le 24 avril 2005. le Candidat Bob Akitani nous a fait part de ses vives préoccupations par rapport aux fraudes massives qui vont déclencher colère et manifestations violentes des populations et qui vont remettre en question la difficile participation de l'opposition à un dialogue politique et à un éventuel gouvernement d'union nationale. Néanmoins, il a réaffirmé la disponibilité de son parti pour le dialogue politique et nous a informé que le leader de l'UFC, Gilchrist Olympio devait se rendre à Abuja le 25 avril 2005 au matin à la suite d'une invitation envoyée par le Président Obasanjo pour une concertation avec Faure Gnassingbé. La RADDHO a vivement recommandé le dialogue politique pour sortir de la crise actuelle.
2. **Rencontre avec le Candidat Faure Gnassingbé** : la rencontre a eu lieu le 26 avril 2005 à Lomé. La RADDHO a exprimé sa vive préoccupation par rapport à la violence, aux difficultés relatives au dialogue politique et à la sortie de crise au Togo. Le candidat Faure nous a affirmé sa disponibilité à dialoguer et à faire un gouvernement d'union nationale, à appliquer les 22 propositions de l'Union Européenne et à réhabiliter l'ancien Président Olympio, etc. la RADDHO lui a fortement recommandé le respect du droit à la vie, le droit à l'intégrité physique, de même que la réforme des secteurs de sécurité mais surtout la disponibilité totale à engager un dialogue politique franc et loyal avec l'opposition.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Quel que soit le bout par lequel on prend l'élection présidentielle au Togo, si l'on tient compte des irrégularités massives constatées en amont comme en aval du scrutin, force est de reconnaître qu'on a assisté une fois encore à une véritable mascarade électorale.

Les coupures de téléphone, l'interdiction pour la presse privée de couvrir la campagne de même que la répression brutale des manifestants, montrent à souhait que les structures de la dictature mises en place par le Général Eyadema continuent à bien fonctionner avec des hommes qui restent encore fidèles à la famille.

Dans un contexte tendu où il s'agit pour le Togo de négocier un tournant historique de son parcours démocratique, un moment d'inflexion stratégique, la CEDAO n'a pas joué le rôle attendu par l'opinion africaine et internationale. De ce fait la CEDEAO se trouve aujourd'hui au bord d'une véritable crise institutionnelle. Car on ne voit pas comment après son échec en Côte d'Ivoire et au Togo, elle va gérer des crises aiguës qui s'annoncent en Guinée Bissau avec l'organisation de l'élection présidentielle de juin prochain, en Côte d'Ivoire en octobre 2005 mais surtout la gestion de la bombe à retardement qu'est la République de Guinée.

Donc il s'agit d'un dangereux précédent révélateur de sérieuses faiblesses au sein de l'Institution Ouest Africain.

L'urgence d'un sommet extraordinaire de la CEDEAO pour se pencher rapidement sur ces questions n'est plus à démontrer. Il faut absolument que la CEDEAO puisse conserver voire renforcer sa position d'organisation respectable et respectée dans l'Union Africaine.

Il faut surtout éviter l'effet domino, mais principalement éviter de compromettre dangereusement tout le travail de réformes qui se mène à l'heure actuelle à la Commission de l'Union Africaine.

La RADDHO recommande :

1. que l'élection présidentielle du 24 avril 2005 soit purement et simplement annulée ;
2. **A défaut** : qu'un gouvernement d'Union, de transition et de partage du pouvoir soit installé pour créer une véritable synergie nationale à même d'engager une véritable dynamique de transformations et de réformes en profondeur :
 - a. des textes (constitution, code électoral, code de bonne conduite des partis politiques),
 - b. des institutions (administration, parlement et justice)
 - c. des secteurs de sécurité (police et armée) dans un sens plus démocratique plus républicain, plus respectueux de l'Etat de droit et des droits humains.
3. accorder toutes les garanties nécessaires aux partis d'opposition pour remplir pleinement leur rôle sans entrave aucune au sein de ce gouvernement ;
4. organiser dans les meilleurs délais des élections législatives au terme de la réforme des textes et des organes de régulations des élections ;
5. création d'une commission d'enquête internationale sur tous les crimes commis depuis le début de la crise le 05 Février 2005 pour lancer avec détermination la lutte contre l'impunité au Togo ;
6. mise en place d'une commission Paix, Vérité et Réconciliation pour traiter les questions relatives au devoir de mémoire, de vérité, de justice et de réconciliation ;
7. le renforcement institutionnel de la Société Civile togolaise pour lui permettre d'exercer son rôle de façon efficace et en toute impartialité ;
8. le renforcement des médias au plan de la formation, mais aussi au plan des textes pour permettre aux journalistes indépendants du pays d'exercer leur métier en toute liberté ;
9. la convocation d'urgence d'un sommet de la CEDAO pour examiner les dysfonctionnements et leur trouver des solutions urgentes pour anticiper sur une crise institutionnelle de l'organisation sous régionale ;
10. l'implication immédiate de l'UA qui doit sortir de sa réserve pour examiner toutes les voies de sortie de crise avec les acteurs politiques togolais ;

11. la poursuite par la Communauté internationale de leur soutien pour un dialogue politique national au Togo en vue de renforcer l'Etat de droit, les droits humains, la démocratie et la paix.

Fait à Dakar, le 10 Mai 2005
Le Secrétariat Général